

Affaires courantes

Les pétitionnaires demandent au gouvernement d'attendre, pour donner suite à l'Accord de libre-échange nord-américain, la fin des élections qui doivent nécessairement se tenir cette année. Ils demandent à la Chambre de rejeter le projet d'Accord de libre-échange nord-américain et de recommander au gouvernement d'invoquer la clause d'extinction pour mettre fin à l'Accord de libre-échange entre les États-Unis et le Canada.

LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES

M. Ronald J. Duhamel (Saint-Boniface): Monsieur le Président, Les signataires de la première pétition que j'ai l'honneur de présenter aujourd'hui s'inquiètent de la taxe imposée par le gouvernement sur les livres et les publications. Ils notent qu'aucune taxe du genre n'a été imposée au Canada depuis sa création et que nous sommes le seul pays du monde à avoir une telle taxe.

Les pétitionnaires font remarquer qu'il s'agit là d'une mesure allant à l'encontre des objectifs visés, au sein de notre société à savoir l'accroissement de la productivité et l'alphabétisation.

LE PROJET DE LOI C-93

M. Ronald J. Duhamel (Saint-Boniface): Monsieur le Président, Par cette pétition, certaines personnes s'élèvent contre le projet de loi C-93, aux termes duquel le gouvernement se propose de fusionner au Conseil des Arts du Canada le Conseil de recherches en sciences humaines; accusant le gouvernement de négliger le con-

seil, elles estiment qu'en fait il a l'intention de l'éliminer complètement. Les pétitionnaires demandent au gouvernement de retirer ce projet de loi, de l'abandonner, de le repenser. Ils soulignent qu'à leur avis le gouvernement n'a pas prouvé que cette mesure ferait faire des économies au Canada et résulterait en une efficacité accrue.

* * *

[Français]

QUESTIONS AU FEUILLETON

(Les questions auxquelles une réponse verbale est donnée sont marquées d'un astérisque.)

M. Charles A. Langlois (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes et du ministre de la Défense nationale): Monsieur le Président, on répondra aujourd'hui aux questions suivantes: n^{os} 464 et 494.

[Texte]

Question n^o 464—**M. Dingwall:**

De 1985 jusqu'à maintenant, a) combien d'employés nommés pour une période indéterminée le gouvernement employait-il, b) combien d'employés nommés pour une période indéterminée le gouvernement a-t-il déployé dans chaque province et territoire?

L'hon. Monique Landry (secrétaire d'État du Canada): En ce qui concerne la Commission de la Fonction publique, la réponse est la suivante:

a) et b)

Nombre de fonctionnaires selon la province et le territoire
du 31 décembre 1985 au 31 décembre 1991

	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991
Terre-Neuve	5 073	4 939	4 850	4 807	4 822	5 018	5 004
Île-du-Prince-Édouard	1 966	1 920	1 881	1 907	1 921	1 868	1 756
Nouvelle-Écosse	13 141	12 812	12 7515	12 284	12 133	12 134	12 073
Nouveau-Brunswick	6 968	6 931	6 837	6 768	6 814	6 881	6 765
Québec (sauf la RCN)	29 392	28 726	28 111	27 566	27 398	28 032	27 945
Québec (RCN)	15 680	16 944	16 853	16 338	16 166	16 054	15 939
Ontario (RCN)	50 984	48 375	47 406	46 995	47 329	47 471	47 458
Ontario (sauf la RCN)	33 807	32 717	31 501	30 711	31 074	32 461	32 904
Manitoba	9 049	8 754	8 473	8 224	8 268	8 556	8 562
Saskatchewan	5 585	5 281	5 198	5 097	5 408	5 508	5 404
Alberta	12 311	11 902	11 772	11 601	11 712	12 149	12 068
Colombie-Britannique	19 201	18 471	18 221	17 990	17 964	18 554	18 479
Yukon	846	818	828	812	765	785	776
Territoires du Nord-Ouest	1 417	1 323	1 275	851	813	821	837
Étranger	1 593	1 563	1 589	1 586	1 595	1 531	1 433
Non précisé	11	122	161	163	146	170	69
Total	207 024	201 598	197 471	193 700	194 328	197 993	197 472

Note : Les données de 1992 seront disponibles seulement après le dépôt au Parlement du Rapport annuel prévu vers la mi-mai 1993.